



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/51/26  
22 novembre 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquante et unième session

### RAPPORT DU COMITÉ DES RELATIONS AVEC LE PAYS HÔTE\*

---

\* Le présent document est une version préliminaire du rapport du Comité des relations avec le pays hôte, qui sera publié, sous sa forme définitive, comme Supplément No 26 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session (A/51/26).

# TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	1	3
II. MANDAT ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITÉ . . . .	2 - 6	4
III. QUESTIONS TRAITÉES PAR LE COMITÉ . . . . .	7 - 64	5
A. Question de la sécurité des missions et de leur personnel . . . . .	7 - 28	5
B. Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation et recommandations concernant ces problèmes . . . .	29 - 39	11
1. Accélération des formalités de police et de douane . . . . .	29 - 35	11
2. Exemption de taxes . . . . .	36 - 39	12
C. Responsabilités des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel, notamment en ce qui concerne la question de l'exigibilité des créances et des procédures à suivre pour résoudre les problèmes qui s'y rattachent . . . . .	40 - 52	13
D. Transports : utilisation d'automobiles, stationnement et questions connexes . . . . .	53 - 61	15
E. Questions diverses . . . . .	62 - 64	17
IV. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS . . . . .	65	19
<u>Annexe</u> . Liste des documents . . . . .		21

## I. INTRODUCTION

1. Par sa résolution 50/49, du 11 décembre 1995, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante et unième session la question intitulée "Rapport du Comité des relations avec le pays hôte". Le présent rapport est présenté à l'Assemblée comme suite à la résolution 50/49.

## II. MANDAT ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITÉ

2. Pendant la période couverte par le présent rapport, soit du 9 novembre 1995 au 22 novembre 1996, aucun changement n'est intervenu dans la composition du Comité ni dans celle de son bureau<sup>1</sup>. Le mandat du Comité avait été défini par l'Assemblée générale dans sa résolution 2819 (XXVI) du 15 décembre 1971, par laquelle l'Assemblée avait créé le Comité. Le Comité a adopté en mai 1992 et légèrement modifié en mars 1994 une liste détaillée de questions dont il ferait l'examen<sup>2</sup>.

3. En mai 1996, voulant rationaliser ses travaux comme suite aux recommandations formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/206 C du 23 décembre 1995, le Comité a décidé de suivre les recommandations ci-après :

a) Alors qu'il a normalement besoin de six séances ordinaires pour mener à bien ses travaux, le Comité devrait s'efforcer d'y parvenir en quatre séances, étant entendu que des séances supplémentaires pourraient être prévues en cas de besoin;

b) Le Comité devrait commencer ses séances à l'heure;

c) Le rapport annuel du Comité devrait être plus court sans que la teneur des questions qui y sont traitées en souffre.

4. Au cours de la période considérée, le Comité a tenu six séances : la 174e, le 14 février 1996; la 175e, le 14 mai 1996; la 176e, le 18 juin 1996; la 177e, le 3 octobre 1996; la 178e, le 19 novembre 1996 et la 179e le 22 novembre 1996.

5. Le bureau a tenu deux séances, l'une le 25 janvier et l'autre, le 11 avril 1996, au cours desquelles ont été examinées les questions relatives à l'organisation des travaux du Comité.

6. En février 1996, le Comité a nommé à l'unanimité M. Jorge Sánchez (Espagne) président de son Groupe de travail sur l'exigibilité des créances. Le Groupe de travail, qui a pour mandat d'examiner tous les aspects du problème des créances exigibles, a tenu trois séances, le 29 mars, le 30 mai et le 18 octobre 1996.

### III. QUESTIONS TRAITÉES PAR LE COMITÉ

#### A. Question de la sécurité des missions et de leur personnel

7. À sa 175e séance, tenue le 14 mai 1996, le Comité a repris l'examen des questions relatives à la sécurité des missions et de leur personnel. Le Président a fait part au Comité des lettres que lui avaient adressées le Représentant permanent de Cuba et le représentant des États-Unis au Comité et qui, à leur demande, avaient été distribuées comme documents du Comité; il s'agissait, respectivement, des documents A/AC.154/285 et 286 du 28 février, A/AC.154/289 du 9 mai, A/AC.154/287 du 1er mars et A/AC.154/288 du 4 mars 1996. Ces lettres contenaient des notes verbales dans lesquelles les parties exposaient leurs positions respectives au sujet d'incidents ayant trait à la sécurité du personnel diplomatique cubain et au sujet de la pose, à l'intérieur de la zone de sécurité de la Mission cubaine, d'une plaque portant la mention "Brothers to the Rescue Corner". Le Président ayant noté que la Mission cubaine éprouvait des inquiétudes du fait qu'un de ses diplomates avait été féroce­ment battu, le pays hôte lui a donné l'assurance qu'une enquête avait été ouverte et que des mesures avaient été prises pour faire en sorte que de tels incidents ne se reproduisent pas.

8. À l'invitation de l'observateur de Cuba, les membres du Comité ont regardé une bande-vidéo montrant une plaque portant la mention "Brothers to the Rescue Corner" posée à l'intersection de Lexington Avenue et de la 38e rue, où se trouve le siège de la Mission permanente de Cuba. Dans les commentaires qu'il a formulés, l'observateur de Cuba a souligné que la plaque avait été posée le 3 mai 1996, à l'intérieur de la zone de sécurité de la Mission cubaine, au cours d'une cérémonie présidée par le maire de la ville de New York, M. Rudolph Giuliani. La pose de cette plaque constituait aux yeux de Cuba un affront délibéré. Elle impliquait un appui implicite de la part des autorités de la ville de New York aux activités terroristes menées par l'organisation connue sous le nom "Hermanos al rescate". Elle avait porté atteinte à la sécurité, à la dignité et à l'intégrité de la Mission cubaine et de son personnel, et continuait de le faire. Le 3 mai 1996, par une note diplomatique, Cuba avait dénoncé la cérémonie qui se préparait, qui avait néanmoins eu lieu comme prévu. L'observateur de Cuba a également noté qu'au cours de la cérémonie le maire de la ville de New York avait prononcé un discours diffamatoire, qui constituait, de la part des autorités officielles de la ville hôte, un acte politique dans lequel l'opinion pourrait voir une position délibérément insultante à l'égard du Gouvernement cubain et de son Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies. Ce n'était pas la première fois que le maire de la ville de New York se montrait insultant à l'égard d'États Membres de l'Organisation. Des incidents s'étaient produits à l'occasion de la célébration du cinquantenaire des Nations Unies. La pose d'une plaque à l'intérieur de la zone de sécurité exposait la Mission cubaine à des risques accrus, portait atteinte à son fonctionnement normal et compromettait la sécurité et la dignité de son personnel. La Mission cubaine continuerait à prendre les mesures voulues pour protéger l'intégrité, la sécurité et la sûreté de ses locaux. La pose de la plaque en question créait une nouvelle source possible de conflits et de provocations à l'encontre de la Mission cubaine. Cet acte constituait de la part des autorités de la ville de New York une violation des obligations juridiques que les États-Unis, en tant que pays hôte, avaient contractées en vertu de l'Accord de Siège, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et d'autres instruments juridiques en la matière, ainsi qu'un manquement à ces obligations. Il incombait à ces autorités d'agir de manière

compatible avec les obligations en question et de faire preuve de morale civique par-delà toute motivation politique pouvant exister à l'égard de telle ou telle mission accréditée auprès de l'Organisation des Nations Unies. L'observateur de Cuba a aussi rappelé au Comité qu'en 1930, le Congrès des États-Unis avait adopté une loi selon laquelle il était illégal de poser à moins de 150 mètres d'un bâtiment occupé par un gouvernement étranger ou ses représentants une plaque, une enseigne ou un dispositif quelconque conçu ou adapté dans le but d'intimider ou de désigner à l'opprobre public un gouvernement, une organisation ou un parti étrangers ou un de leurs représentants, de discréditer publiquement les actes ou les objectifs politiques, sociaux et économiques d'un gouvernement étranger ou d'empêcher par l'intimidation, le harcèlement ou l'obstruction représentant diplomatique ou consulaire d'un gouvernement étranger de s'acquitter librement et en toute sécurité de ses fonctions. Le Congrès et les tribunaux des États-Unis avaient reconnu la nécessité d'une telle loi comme un instrument permettant aux États-Unis de s'acquitter de leurs obligations de pays hôte envers l'Organisation des Nations Unies. La Mission des États-Unis, répondant aux protestations de la Mission cubaine, avait affirmé à tort que la pose de la plaque fût-ce à quelques mètres seulement de l'entrée de la Mission, était un acte privé effectué sur une propriété privée appartenant à un groupe de personnes avec lequel le Gouvernement des États-Unis n'avait aucune relation. Baptiser le coin situé là "Brothers to the Rescue" avait le même sens que de lui donner le nom de "Montana Militia Corner" ou "Unabomber Corner". Le Gouvernement des États-Unis était instamment prié de remplir les obligations qui incombaient aux États-Unis en tant que pays hôte de l'Organisation des Nations Unies et de veiller à ce que les autorités locales s'acquittent de leurs fonctions dans le respect de ces obligations. Le Comité a ensuite été invité à voir des images vidéo, tirées d'un bulletin d'information d'une chaîne de télévision locale, montrant des activités de l'organisation "Brothers to the Rescue".

9. Le représentant des États-Unis a fait observer que la dernière bande montrée par l'observateur de Cuba n'était pas pertinente dans le contexte de l'incident qui s'était produit à New York tel que Cuba venait de le présenter. À propos des mesures prises par la ville de New York pour rebaptiser le coin de rue situé en face de la Mission permanente de Cuba, il a précisé au Comité qu'aux États-Unis, c'était aux autorités locales qu'il appartenait de donner des noms aux rues. Le pays hôte n'avait aucun rôle en la matière. À cet égard, la ville de New York avait en tout point agi de sa propre initiative, sans la moindre intervention de la Mission du pays hôte. La Constitution des États-Unis garantissait la liberté de parole et de réunion. Les États-Unis prenaient très au sérieux les responsabilités qui leur incombaient en tant que pays hôte de l'Organisation, et s'en acquittaient tout en veillant au respect des garanties constitutionnelles de la liberté de parole et de réunion. Bien que la Mission des États-Unis n'ait appris qu'à la dernière minute les mesures envisagées, des dispositions avaient été prises pour faire en sorte que la Mission permanente de Cuba ne soit pas empêchée de s'acquitter de ses fonctions. Les membres de la Mission cubaine avaient libre accès à leur Mission, aussi bien à pied qu'en voiture. Des membres de la Mission des États-Unis et des responsables de la police de New York, des membres de l'Équipe spéciale antiterroriste du Federal Bureau of Investigation (FBI) et des membres du service de la sécurité des diplomates s'étaient entretenus avec des membres de la Mission cubaine à 9 heures le matin du jour où devait avoir lieu la pose de la plaque. Ils avaient débattu des questions de sécurité qui préoccupaient la Mission cubaine, à laquelle ils avaient donné l'assurance que des mesures de sécurité adéquates seraient prises pour que la Mission reste ouverte et accessible pendant la durée

de la cérémonie. La Mission cubaine était protégée par la police 24 heures sur 24, tous les jours. Chaque plainte émanant de la Mission cubaine concernant la sécurité et la sûreté de son personnel recevait l'attention immédiate des autorités du pays hôte. Les responsables de la police de New York avaient assuré à la Mission des États-Unis que la zone de sécurité de la Mission cubaine était maintenue et qu'aucune violation de cette zone ne serait tolérée. Les manifestants ne seraient pas autorisés à utiliser le coin nord-est de l'intersection entre Lexington Avenue et la 38e rue comme point de ralliement pour manifester, et ils ne seraient pas non plus autorisés à déposer des objets au coin nord-est en face ou en dessous de la plaque en hommage aux victimes des tirs qui avaient abattu l'avion civil piloté par les "Brothers to the Rescue". En outre, une deuxième plaque serait placée dans la zone où les manifestants étaient autorisés à se rassembler et qui était au coin sud-ouest de l'intersection entre Lexington Avenue et la 38e rue. La Mission des États-Unis avait poursuivi ses consultations avec les responsables de la ville de New York sur l'ensemble de la question. Entre-temps, la Mission permanente de Cuba avait l'assurance que le pays hôte et les responsables de la ville hôte garantissaient sa sécurité.

10. L'observateur de Cuba a noté que la Mission du pays hôte se tenait en contact avec les autorités compétentes de la ville. La pose de la plaque était une activité publique menée par des autorités publiques, qui n'avait rien à voir avec la liberté de parole ou de réunion. L'observateur de Cuba a proposé que le Comité adopte une décision priant les autorités compétentes des États-Unis de retirer la plaque dès que possible étant donné l'obligation qui leur incombait d'assurer la sécurité voulue aux missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et de défendre l'intégrité physique et morale de leur personnel. Au cas où cette proposition ne recueillerait pas le consensus du fait d'une objection de la part de la délégation du pays hôte, Cuba recourrait à tous les moyens disponibles pour que la question soit examinée par l'Assemblée générale.

11. Le représentant des États-Unis a répondu que sa mission était en contact avec les autorités locales au sujet de la plaque et des questions de sécurité qui préoccupaient Cuba. Il a ajouté qu'à son avis la question devait être examinée par le Comité des relations avec le pays hôte, dont les membres étaient seuls habilités à lui recommander les décisions à adopter. Le Comité a reçu l'assurance qu'il serait informé en temps voulu des résultats des nouvelles consultations entre la Mission du pays hôte et les autorités de la ville de New York.

12. Le Président a proposé qu'à ce stade le Comité décide de noter que la Mission du pays hôte se tenait en contact avec les autorités de la ville de New York au sujet de la question. Le Comité serait informé des résultats obtenus à l'issue de ces contacts dès qu'ils seraient disponibles.

13. Le représentant de la France a fait observer que si une autorité municipale donnait à une rue un nom offensant pour l'opinion publique américaine, les autorités fédérales trouveraient probablement les moyens de faire le nécessaire pour mettre fin à la situation. S'il n'était pas en mesure, faute d'instructions appropriées, de souscrire à la proposition cubaine, il estimait que la question méritait examen. Si le Comité tenait une nouvelle réunion dans un proche avenir, les membres auraient le temps d'obtenir des instructions expresses leur permettant d'exposer leurs vues sur la proposition cubaine.

14. Le représentant du Royaume-Uni a souscrit à la proposition du Président tendant à ce que le Comité reporte l'examen de la question jusqu'à ce que la Mission des États-Unis en ait discuté avec les autorités de la ville de New York.

15. Pour le représentant des États-Unis, le Comité ne devait pas rester sur l'impression qu'il avait été décidé que la pose de la plaque violait le droit international ou les obligations du pays hôte. Il était déjà arrivé que le Comité estime qu'il y a conflit entre les obligations du pays hôte et les libertés d'expression et de réunion consacrées dans la Constitution. Ce n'était pas la première fois qu'il traitait de questions de cette nature. Il savait que le pays hôte ne ménageait aucun effort pour concilier les obligations découlant de traités et les libertés et droits prévus par la Constitution. Du reste, les Cubains eux-mêmes bénéficiaient de la liberté d'expression garantie par la Constitution des États-Unis.

16. Le Président a réaffirmé que le Comité avait pour pratique de travailler sur la base du consensus. Il a en outre exprimé l'espoir que la délégation du pays hôte serait en mesure, en temps voulu, d'annoncer certains progrès.

17. Le 10 juin 1996, le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies a adressé au Président du Comité une lettre contenant le texte d'une note verbale de la Mission cubaine à la Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies en date du 8 juin 1996 au sujet de la pose de la plaque susmentionnée. À la demande de Cuba, le texte de cette lettre a été distribué comme document du Comité sous la cote A/AC.154/290. Le 11 juin, le Président a reçu une autre lettre du Représentant permanent de Cuba lui demandant de convoquer, dès que possible, une réunion du Comité afin d'examiner la question de la sécurité des missions et de leur personnel.

18. La 176<sup>e</sup> séance a eu lieu le 18 juin 1996, conformément à cette demande. Le Président a rappelé aux membres du Comité, qu'à la séance précédente, il avait été convenu que la délégation du pays hôte étudierait la question avec les autorités municipales et ferait rapport sur les résultats de ces consultations. Il croyait comprendre que celles-ci se poursuivaient encore.

19. L'observateur de Cuba a rappelé qu'il s'était passé plus de quatre semaines depuis que le Comité avait examiné la question et 46 jours depuis la cérémonie au cours de laquelle la plaque en question avait été posée. La note verbale que Cuba avait adressée à ce sujet à la Mission des États-Unis le 8 juin 1996 demeurait sans réponse. Après la dernière séance, une seconde plaque portant la même inscription avait été posée à proximité de la Mission cubaine. Depuis lors, l'enquête menée par les États-Unis sur les activités illégales des "Brothers to the Rescue", qui étaient contraires au droit international, aux normes et règlements de l'aviation civile, aux lois cubaines et aux lois nord-américaines, avait entraîné l'adoption d'un arrêté d'urgence révoquant la licence de vol du chef de cette organisation terroriste. Cette mesure nécessaire, bien que tardive, avait été prise au bout de deux ans et après 29 violations de l'espace aérien cubain. Cuba avait appelé l'attention sur les conséquences qu'aurait la pose des deux plaques portant le nom de l'organisation terroriste et sur les risques qui en découlaient sur le plan de la sécurité. Le 27 mai 1996, Memorial Day, plusieurs individus avaient tenté de déposer des fleurs à l'intérieur du périmètre de sécurité de la Mission cubaine mais les forces de police de la ville de New York les en avaient empêchés. La plaque posée de l'autre côté de la rue allait désormais marquer un sanctuaire permanent



où se multipliaient des manifestations hostiles et insultantes à l'égard de Cuba. De telles manifestations attentaient véritablement à la sécurité et à l'intégrité de la Mission cubaine, ainsi qu'à la dignité de ses diplomates. Des actes officiels, commis par les plus hautes autorités de la ville de New York, violaient les obligations des États-Unis en tant que pays hôte et nuisaient de plus en plus au bon fonctionnement de la Mission cubaine. Le Gouvernement fédéral avait les moyens d'obliger les autorités locales à respecter ses obligations internationales. L'inaction des États-Unis risquait d'accroître l'impunité ou le nombre d'activités terroristes visant Cuba et sa Mission permanente. Le Comité ne pouvait intervenir et son président avait les mains liées. Malheureusement, la pratique du consensus au sein des organes à composition limitée, tels que le Comité, permettait au pays hôte d'émettre un veto, empêchant ainsi l'adoption de toute mesure propre à faire respecter la lettre et l'esprit de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, de l'Accord de Siège et des autres instruments ayant force de loi. De l'avis de Cuba, il s'était écoulé plus de temps qu'il n'en fallait normalement pour rétablir la sécurité, garantir le bon fonctionnement de la Mission cubaine et mettre un terme aux agissements insultants du maire de New York à l'égard de Cuba, de sa Mission et de ses diplomates. Si les États-Unis étaient incapables de faire respecter les obligations qu'ils avaient contractées, Cuba n'aurait d'autre choix que de saisir l'Assemblée générale de la question.

20. Le représentant des États-Unis a fait observer que, en vertu du droit des États-Unis, le choix du nom des rues et l'emplacement des plaques correspondantes étaient une question strictement locale qui ne relevait en rien du Gouvernement fédéral. En l'occurrence, le pays hôte n'avait rien su au préalable des mesures prises par une entité distincte, à savoir la ville de New York. Il incombait aux États-Unis d'assurer la sécurité des missions et de leur permettre de travailler normalement. La Mission cubaine continuait à bénéficier d'une protection de la police 24 heures sur 24. Toute plainte émanant de cette mission concernant sa sécurité retenait immédiatement l'attention des autorités du pays hôte. Les responsables de la police de New York avaient donné à la Mission des États-Unis l'assurance qu'ils ne toléreraient aucune violation de la zone de sécurité autour de la Mission cubaine. Lorsque des manifestants avaient récemment tenté de pénétrer dans cette zone, la police les avait immédiatement refoulés. À aucun moment, les membres de la Mission cubaine ne s'étaient vu dénier l'accès à cette Mission ou la possibilité d'en sortir. Il n'y avait eu aucune atteinte au fonctionnement normal de la Mission. La protestation de Cuba était d'autant plus étonnante qu'un vaste panneau dénigrant les États-Unis avait été installé pratiquement sous les fenêtres des locaux qui abritaient les services des États-Unis à La Havane. Le Gouvernement américain n'avait pas émis d'objection, convaincu que des actes de cette nature relevaient du droit des individus à la liberté de parole et d'expression. Les mêmes libertés étaient en jeu dans l'affaire à l'examen. La Mission des États-Unis poursuivait ses consultations avec les autorités de la ville de New York pour trouver des moyens de faire éventuellement droit aux doléances de Cuba.

21. Le Président du Comité a pris note de la déclaration du représentant des États-Unis selon laquelle des consultations sur la question se poursuivaient avec les autorités de la ville de New York. Il a exprimé l'espoir qu'elles s'avéreraient fructueuses.

22. L'observateur de Cuba a déploré que le gouvernement hôte ne soit pas en mesure d'agir dans une affaire impliquant une organisation terroriste qui avait

fait l'objet de mesures administratives en raison de ses activités illégales et contraires au droit américain, au droit cubain et aux règles de l'aviation civile. Chacun savait que le Gouvernement des États-Unis aurait pris des mesures radicales en cas de pose de panneaux insultants pour les États-Unis eux-mêmes, pour d'autres missions ou pour l'Organisation des Nations Unies. Cette affaire s'inscrivait dans le droit fil de la politique agressive et hostile que les États-Unis menaient à l'encontre d'un petit pays. Notant que le représentant des États-Unis avait reconnu, dans sa déclaration, que la liberté d'expression existait à Cuba, ce qui était inhabituel, le représentant de Cuba a souligné qu'on ne pouvait manifestement pas établir de comparaison entre le panneau qui se trouvait à La Havane et les plaques posées à New York dans la mesure où le Siège de l'Organisation des Nations Unies était non pas à La Havane mais à New York. Les obligations juridiques découlant des accords applicables aux missions accréditées auprès du Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York n'avaient rien à voir avec la présence de panneaux à l'extérieur des bureaux de la Section des intérêts américains à La Havane. Pour Cuba, la plaque figurant à proximité de sa Mission était un affront. Elle demandait aux États-Unis de prendre l'entière responsabilité de toutes conséquences qui pourraient en résulter. Cuba regrettait que le Comité ne soit pas en mesure de remédier à cette situation. Elle se réservait le droit de soulever la question dans d'autres organes des Nations Unies, notamment à l'Assemblée générale.

23. Dans sa réponse, le représentant des États-Unis a souligné que le Comité ne devait pas se laisser impressionner par le terme "terroriste", que l'orateur précédent avait employé abusivement, et qui ne devait donc pas influencer sur les travaux du Comité. Il semblait que Cuba avait déjà décidé de porter la question devant l'Assemblée générale indépendamment de ce que le Comité pourrait dire ou des résultats des consultations entre la Mission du pays hôte et les autorités municipales. Pareille démarche marginalisait le Comité et préjugait de son action. Celui-ci ne devait pas se laisser influencer ou menacer de la sorte.

24. L'observateur de Cuba a indiqué que son gouvernement avait la preuve que des avions de l'Organisation "Brothers to the Rescue" avaient violé l'espace aérien cubain pendant deux ans. Ces appareils avaient été utilisés par l'Armée de l'air des États-Unis pendant la guerre du Viet Nam, comme il ressortait de photos récentes de source américaine sur lesquelles apparaissaient clairement les insignes militaires américains. Il avait été établi avec certitude que cette organisation terroriste allait intensifier son action contre Cuba. Elle prévoyait en particulier de saboter des installations économiques cubaines. À l'évidence, préjuger des activités du Comité ou tenter de le marginaliser ne pouvaient être le fait d'un petit pays qui n'en était pas membre et qui, contrairement à d'autres délégations, n'avait pas la possibilité d'exercer un droit de veto à l'Organisation des Nations Unies. Une solution ne pourrait être trouvée dans l'affaire considérée que si les États-Unis s'acquittaient dûment de leurs responsabilités en vertu des accords internationaux applicables.

25. Le Président a indiqué que les deux séances consacrées à cette question avaient donné au pays hôte la possibilité de l'étudier. On pouvait espérer qu'une solution serait trouvée en temps opportun.

26. À la 177e séance, le 3 octobre 1996, le Président a appelé l'attention des membres du Comité sur les notes échangées entre la Mission permanente de Cuba et la Mission permanente des États-Unis, distribuées, à la demande de celles-ci, comme documents du Comité sous les cotes suivantes : A/AC.154/291 du 3 septembre 1996; A/AC.154/292 du 5 septembre 1996; A/AC.154/292/Corr.1 du

18 septembre 1996; A/AC.154/293 du 16 septembre 1996; A/AC.154/294 et A/AC.154/295 du 18 septembre 1996.

27. L'observatrice de Cuba a exprimé l'espoir qu'il serait dûment fait état dans le rapport des notes adressées par sa mission à la Mission du pays hôte, en particulier de celles qui concernaient la plaque portant l'inscription "Brothers to the Rescue Corner" et les incidents se rapportant à la reconnaissance et au respect des privilèges et immunités des diplomates cubains, notamment un incident à l'aéroport international Kennedy dont le Représentant permanent de Cuba avait été la victime (A/AC.154/290, A/AC.154/291, A/AC.154/292 et A/AC.154/294).

28. Le Président croyait comprendre que, comme les années précédentes, le rapport du Comité rendrait dûment compte de toutes les déclarations et il a donné à la représentante de Cuba l'assurance que les doléances de son pays y seraient exposées.

B. Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation et recommandations concernant ces problèmes

1. Accélération des formalités de police et de douane

29. L'observatrice du Portugal a fait observer, à la 174e séance, que les membres de la communauté diplomatique se heurtaient souvent à des difficultés en ce qui concerne les formalités courantes de police et de douane à l'aéroport international Kennedy. Quoiqu'une file spéciale ait été censément prévue pour les diplomates, ceux-ci se voyaient régulièrement priés de prendre la file générale comme le reste des passagers à l'arrivée. Ce genre de problème se posait spécialement au terminal de la compagnie Delta.

30. Le représentant du pays hôte a remercié l'observatrice du Portugal d'avoir porté cette question à l'attention du Comité. Il a rappelé que des représentants du Comité s'étaient rendus à l'aéroport Kennedy et, en particulier au terminal de la compagnie Delta. Le représentant de cette compagnie s'était engagé à mettre en place des files réservées aux titulaires de visas A et G. Il était inacceptable que les diplomates aient à faire la queue pendant une heure. La Mission des États-Unis avait récemment eu des contacts avec les autorités de l'aéroport Kennedy qui l'avaient assurée que les files spéciales pour diplomates étaient en place. En cas de difficultés, les titulaires de visas A et G devaient s'adresser à un agent en tenue des services de la police des États-Unis (Immigration and Naturalization Service) plutôt qu'à un employé d'une compagnie aérienne. S'ils n'obtenaient pas satisfaction, ils devaient demander fermement mais diplomatiquement à parler au chef du service concerné au terminal. La Mission des États-Unis s'était entendue à ce sujet avec les services de police intéressés (Immigration and Naturalization Service). Le représentant du pays hôte invitait les missions à informer la Mission des États-Unis de toutes difficultés auxquelles se heurteraient leurs diplomates à l'arrivée.

31. Le représentant de la Fédération de Russie a constaté que les problèmes auxquels se heurtait au terminal de la compagnie Delta le personnel de la Mission russe n'étaient pas limités à cette dernière, et il s'est félicité des mesures prises à cet égard par le pays hôte. Il convenait de définir une procédure précise pour faciliter les formalités de police aux titulaires de

visas A et G. Des passages spéciaux clairement identifiables, réservés aux titulaires de tels visas, devaient être prévus.

32. La représentante du Costa Rica a joint sa voix à celle de l'observatrice du Portugal. S'il était impossible de prévoir des files spéciales pour les diplomates, ceux-ci pourraient être autorisés à emprunter la file réservée aux équipages. C'est ainsi que l'on procédait à l'aéroport de Miami et, elle-même, avait parfois emprunté cette ligne avec succès à New York.

33. Le Président a déclaré qu'il importait que tous les États Membres soient informés de la procédure à suivre dans les aéroports des États-Unis, et en particulier, au terminal de la compagnie Delta de l'aéroport international Kennedy.

34. Le représentant de la Fédération de Russie, à la 175e séance, a remercié les autorités du pays hôte d'avoir réglé la question du terminal de la compagnie Delta en faisant mettre en place une file réservée aux titulaires de visas A et G. Toutefois, cette file était signalée de telle manière que l'indication était visible pour le personnel de police mais non pour le public.

35. Le représentant des États-Unis a remercié l'orateur précédent d'avoir donné acte de ce que la situation au terminal de la compagnie Delta avait été réglée et a précisé que la Mission du pays hôte vérifierait que le panneau indicateur de la file soit convenablement placé.

## 2. Exemption de taxes

36. L'observatrice du Portugal, à la 174e séance, s'est déclarée préoccupée de ce que, à l'exception des magasins qui se trouvaient à proximité de l'Organisation des Nations Unies, à Manhattan, nulle part dans la ville de New York, les commerçants ne soient au courant de l'existence de la carte délivrée aux diplomates par le Département d'État les exemptant de taxes. Hors de l'État de New York, il était pratiquement inutile d'essayer d'utiliser cette carte dans d'autres États où l'on n'en avait jamais entendu parler. L'observatrice du Portugal estimait que les autorités compétentes devraient informer les commerçants que les diplomates étaient exemptés des taxes imposées à la vente. Elle suggérerait qu'une documentation à ce sujet leur soit distribuée au moment où ils obtenaient leurs patentes et à l'occasion de chaque inspection périodique. Elle suggérerait également que l'on veille à mieux assurer la coordination avec les départements financiers des autres États des États-Unis.

37. Le représentant des États-Unis a reconnu que ce n'était pas la première fois qu'il entendait dire que la carte exemptant de taxes n'était pas honorée dans les magasins. Lorsque le Gouvernement des États-Unis avait jugé nécessaire de délivrer une carte fédérale à cet effet, il en avait informé tous les États du pays, leur communiquant un spécimen. Il arrivait parfois que les commerçants refusent tout simplement d'honorer la carte, en pensant pouvoir ainsi empocher de l'argent qui ne parviendrait jamais jusqu'aux coffres du Gouvernement fédéral. Le représentant des États-Unis espérait que le bureau de New York pour les missions étrangères soulèverait la question à Washington, afin de voir s'il ne serait pas possible de prévoir à l'intention des agents de vente dans tout le pays un programme de rééducation concernant la carte d'exemption des taxes à la vente. Les diplomates dont on refuserait d'honorer la carte pouvaient signaler au bureau de New York pour les missions étrangères les magasins concernés en téléphonant au (212) 826-4500.

38. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que les membres de la Mission russe se heurtaient aussi aux mêmes difficultés, en particulier en dehors de New York. Il a signalé un autre problème, celui des taxes frappant les communications téléphoniques, que prélevait en particulier NYNEX. Dans un cas précis, il avait fallu attendre six mois pour que NYNEX rembourse le montant des taxes prélevées, et ce seulement après plusieurs interventions. Le représentant de la Fédération de Russie a exprimé l'espoir que ces problèmes pourraient être réglés très rapidement.

39. Le représentant des États-Unis a fait observer, sans mentionner spécifiquement la société NYNEX, que dans certains cas ce que les diplomates prenaient pour des taxes, étaient en fait des frais de service.

C. Responsabilités des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel, notamment en ce qui concerne la question de l'exigibilité des créances et des procédures à suivre pour résoudre les problèmes qui s'y rattachent

40. Le Comité a repris, à sa 175e séance, le 14 mai 1996, l'examen des questions que posait le problème des créances exigibles. Le Président du Groupe de travail sur l'exigibilité des créances a informé le Comité de la teneur des discussions qui avaient eu lieu au sein du Groupe de travail lors d'une récente réunion. L'examen des données communiquées par la Mission du pays hôte concernant le montant actuel des dettes contractées par certaines missions à New York montrait, entre autres choses, que, dans certains cas, les missions ne se considéraient pas comme tenues de respecter, pour ce qui est de leurs activités commerciales imposables, la réglementation fiscale et la réglementation en matière de taxes, notamment, ce qui avait suscité de nombreux problèmes. Le Groupe de travail continuerait de s'occuper de ces questions et était ouvert à toutes les suggestions que pourraient lui présenter les États Membres et le pays hôte.

41. L'observateur de la Suisse a déclaré que les dettes contractées par les missions accréditées auprès des organisations internationales étaient depuis plusieurs années une source de profonde préoccupation pour les pays hôtes. Ce problème portait directement préjudice dans ces pays au prestige et à l'image des communautés diplomatiques. Il était particulièrement préoccupant à Genève. La Suisse se félicitait que le Secrétaire général ait abordé ces questions, dans son rapport de mars 1995, d'un point de vue général. Elle apprécierait que le Comité prenne en considération, outre les chiffres concernant les créances exigibles à New York, ceux qui reflétaient une situation qui allait se dégradant à Genève. La Mission suisse avait adressé, dans cet esprit, au Conseil juridique une note, datée du 20 février 1996, indiquant que le montant total de la dette des missions accréditées auprès de l'Office des Nations Unies à Genève dépassait les 4,6 millions de dollars. Sur ce montant total, la dette d'une mission atteignait à elle seule presque 1,3 million de dollars. Dix missions étaient endettées de plus de 100 000 dollars. La Suisse espérait qu'à l'avenir l'Organisation des Nations Unies continuerait à examiner cette question dans une perspective globale et que les chiffres concernant Genève seraient publiés en même temps que ceux concernant New York.

42. Le représentant des États-Unis a fait observer que l'un des facteurs qui expliquait un endettement aussi considérable tenait à l'insuffisance des soins

de santé et des assurances en cas de maladie. Il semblait aux autorités du pays hôte que l'un des plus lourds fardeaux financiers qui pesaient sur de nombreuses missions et individuellement sur les diplomates, tenait au coût élevé des traitements médicaux aux États-Unis. Le représentant des États-Unis a proposé que l'on fasse distribuer dans toutes les missions permanentes et missions d'observation accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies un questionnaire sollicitant tous renseignements qu'elles voudraient bien communiquer quant aux soins de santé dont elles auraient besoin sur place et quant à l'intérêt que pourrait présenter pour elles leur participation à un régime d'assurance couvrant les soins de santé primaires. Une synthèse de toutes les suggestions pourrait être communiquée au Groupe de travail du Comité sur l'exigibilité des créances. Le but final de cette opération serait l'identification de prestataires de services de santé de bonne réputation qui soient en mesure d'offrir des programmes médicaux susceptibles d'intéresser les missions individuellement et les diplomates.

43. Le représentant de la France s'est félicité de l'initiative prise par le représentant des États-Unis. Il se demandait, toutefois, si la question des services de santé ne pourrait pas faire l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour du Comité, car l'exigibilité des créances et les programmes d'assurance étaient des questions tout à fait distinctes.

44. Le représentant des États-Unis a réaffirmé qu'une part considérable des dettes contractées par les missions et les diplomates individuellement était imputable au coût élevé des services hospitaliers et aux tarifs pratiqués par les médecins. On pouvait donc très bien envisager la question de programmes de soins de santé qui soient abordables dans le contexte du point considéré, afin de voir comment on pourrait aider certaines missions à réduire leur endettement.

45. Le Président, résumant la position du Comité sur cette question, a indiqué que le Groupe de travail sur l'exigibilité des créances mettrait au point un questionnaire concernant les soins de santé qui, une fois qu'il aurait été approuvé par le Comité, serait distribué à toutes les missions accréditées auprès de l'Organisation.

46. Le Président du Groupe de travail a présenté à la 176e séance, tenue le 18 juin 1996, le projet de questionnaire concernant les soins de santé qui avait été mis au point lors d'une réunion tenue le 30 mai 1996. Les représentants de la Fédération de Russie, des États-Unis, du Royaume-Uni et de Costa Rica en approuvaient la teneur d'une manière générale, mais ils ont suggéré certaines modifications de forme. Le Comité a alors approuvé le questionnaire, tel qu'il venait d'être modifié, et prié le Président de le faire distribuer accompagné d'une lettre explicative. La lettre du Président et le questionnaire concernant les soins de santé ont été distribués en tant que document du Comité sous la cote A/AC.154/INF/1, daté du 24 juin 1996.

47. Le Président, à la 177e séance, tenue le 3 octobre 1996, a informé le Comité que le questionnaire avait de nouveau été porté à l'attention des missions pendant la première quinzaine de septembre 1996, car lorsqu'on avait demandé aux missions, à la fin du mois de juillet, de bien vouloir donner leur sentiment quant à cette initiative, leur personnel était pour la plus grande part, déjà parti ou sur le point de partir en vacances. Au total, 56 missions avaient fait parvenir leur réponse au Secrétariat. De l'analyse préliminaire de ces réponses, il ressortait qu'une majorité de missions était intéressée par la possibilité d'une couverture médicale complémentaire. Elles estimaient à

l'écrasante majorité qu'un plan d'assurance médicale de groupe serait ce qui répondrait le mieux à leurs besoins. En outre, plus de 30 missions ont fait savoir qu'elles seraient intéressées par un plan qui couvrirait les soins dentaires. Au total, près de 1 500 membres des diverses missions seraient intéressés par ces plans. La majorité des missions intéressées ont indiqué qu'elles prendraient elles-mêmes à leur charge les primes d'assurance de leurs personnels respectifs.

48. Le représentant des États-Unis a félicité le Président de son rapport préliminaire sur les réponses des missions au questionnaire sur les questions de santé. La délégation du pays hôte estimait que ces réponses étaient encourageantes et que les données recueillies présentaient le plus grand intérêt. Au cours des deux dernières années, on avait beaucoup travaillé sur le problème de l'endettement des missions et de leur personnel, endettement dans lequel les questions de santé tenaient une place importante. Le questionnaire sur l'assurance médicale constituait donc un excellent moyen pour aborder ce problème. La délégation du pays hôte s'efforcerait d'obtenir des copies de ces réponses pour voir de quelle manière s'y attaquer.

49. Le représentant du Royaume-Uni a également demandé que les renseignements statistiques mentionnés dans le rapport préliminaire du Président soient mis à la disposition des délégations intéressées.

50. Notant que plusieurs missions n'avaient pas encore répondu au questionnaire, le représentant de la Côte d'Ivoire a demandé un complément d'information.

51. Le Comité a décidé que les réponses au questionnaire seraient analysées par son groupe de travail sur l'exigibilité des créances.

52. Le Président, au nom du Comité, a exprimé sa gratitude à toutes les missions qui avaient répondu à cette initiative. Il a également indiqué qu'en s'adressant au Secrétariat, les missions intéressées pourraient prendre connaissance des réponses qui étaient parvenues.

D. Transports : utilisation d'automobiles, stationnement et questions connexes

53. À la 174e séance, le représentant de la Fédération de Russie a appelé l'attention du Comité sur le problème complexe des amendes et des contraventions liées au stationnement, question que sa mission avait soulevée à maintes reprises dans le passé. Dans la zone de stationnement réservée à la mission russe, il n'y avait place que pour 10 voitures. Or, il y avait plusieurs autres missions dans le quartier. Étant donné que la mission russe comptait plus de 100 voitures, les diplomates passaient un temps considérable à chercher une place de stationnement quand ils venaient travailler. Le problème se posait également lorsqu'ils se rendaient dans d'autres missions ou dans des bureaux locaux à Manhattan. La situation ne s'était pas améliorée, alors que la mission appelait l'attention sur ce grave problème depuis plusieurs années. D'après les autorités de la ville de New York, la présence de l'ONU et de la communauté diplomatique représentait pour la ville une manne d'environ 3,3 milliards de dollars. Ce n'était donc pas seulement les autorités fédérales mais également les autorités municipales qui devraient se soucier d'assurer aux diplomates de bonnes conditions de travail. Il fallait accélérer les efforts pour régler le problème.

54. L'observateur du Portugal a appelé l'attention du Comité sur les cas où certaines voitures diplomatiques stationnées dans un endroit autorisé s'étaient vu infliger des amendes alors que d'autres voitures étaient épargnées. Mieux encore, des voitures diplomatiques occupant les emplacements qui leur étaient spécialement réservées avaient fait l'objet de contraventions. Il suggérait que les agents de la circulation reçoivent des instructions précises concernant l'étendue des privilèges dont jouissaient les diplomates en la matière.

55. La représentante du Costa Rica a déclaré qu'elle faisait siennes les préoccupations du Portugal, ajoutant que sa mission avait fait plusieurs fois la même expérience. Dans un cas, un agent de la circulation lui avait dressé une contravention alors que sa voiture diplomatique était stationnée d'une manière parfaitement réglementaire. Comme elle protestait contre le fait de se voir infliger une amende dans ces conditions, l'agent lui avait répondu qu'il ne faisait que se conformer aux instructions. Il était même arrivé que des voitures diplomatiques soient mises en fourrière, ce qui était inquiétant.

56. Le représentant des États-Unis a répondu qu'il s'agissait là d'un problème complexe. Cela dit, assimiler à une taxe les amendes infligées pour cause d'infraction était incorrect. Étaient passibles d'amendes les personnes qui ne respectaient pas les lois et règlements en vigueur en matière de circulation. L'immunité diplomatique n'autorisait pas les diplomates à enfreindre cette réglementation. Lorsqu'un diplomate faisait l'objet d'une contravention qu'il estimait injustifiée, il devait plaider non coupable devant le tribunal et contester la contravention. Il est vrai que cela pouvait poser un problème à certains diplomates dont les gouvernements estimaient que leurs représentants n'avaient pas à être traduits en justice. En tout état de cause, les intéressés pouvaient faire savoir aux autorités compétentes que la contravention en question n'avait pas lieu d'être. Quant à l'allocation de places de stationnement pour les diplomates, la ville de New York faisait le nécessaire à cet égard dans la mesure où elle indiquait par des panneaux appropriés les emplacements réservés aux missions. Dans le voisinage de la mission russe, le stationnement pouvait poser problème, du fait qu'il y avait six autres missions dans la zone. Un autre problème se posait également que la ville pourrait chercher à résoudre : c'était celui des voitures de particuliers garées dans les zones réservées aux diplomates. Quant à la question de savoir si les 100 voitures d'une mission particulière pouvaient déroger d'une manière ou d'une autre à la réglementation en matière de stationnement, il était suggéré à cet égard que, lorsqu'elles n'avaient pas suffisamment d'espace pour permettre à toutes leurs voitures de stationner, les missions pourraient envisager d'organiser un service de cars privés pour acheminer leur personnel ou utiliser les transports publics. Ce problème n'entrerait pas dans le cadre des obligations conventionnelles du pays hôte et ne devait pas être confondu avec le cas où l'absence de stationnement empêchait une mission de fonctionner normalement.

57. La Commissaire de la ville de New York pour les Nations Unies et le corps consulaire a informé le Comité que son bureau avait reçu plusieurs plaintes à ce sujet, dont la plupart avaient été réglées. Elle a suggéré de tenir une réunion avec le Département de la police de la ville de New York afin d'aborder ces questions, se disant convaincue qu'une telle réunion aurait des résultats positifs.

58. La représentante du Costa Rica a déclaré que pratiquement toutes les places de stationnement réservées aux diplomates, par exemple sur la 43e rue, étaient occupés par des véhicules non diplomatiques, notamment par des camions de



livraison. Elle se félicitait qu'une réunion ait lieu avec le Département de la police afin d'examiner ces problèmes et elle a remercié la Commissaire de la ville de New York de ses suggestions pertinentes.

59. À la 175e séance, le 14 mai 1996, le représentant de la Fédération de Russie a regretté que la question de l'allocation de places de stationnement en face de sa mission n'ait pas retenu suffisamment l'attention des autorités du pays hôte. En une occasion, sur les 10 emplacements alloués à la mission, sept étaient occupés par des voitures de la police. Près de la moitié desdits emplacements étaient occupés presque en permanence par des voitures de la police du commissariat voisin. D'où le nombre des contraventions infligées aux voitures diplomatiques de la mission russe, qui étaient obligées de se garer en dehors des emplacements qui leur étaient réservés. Il arrivait également que les voitures de la police stationnent en double file, empêchant les voitures diplomatiques de sortir. Il était demandé instamment à la mission du pays hôte de trouver sans tarder, conjointement avec les autorités de la ville de New York, une solution à ce problème.

60. La représentante du Costa Rica a fait observer que les voitures diplomatiques se voyaient infliger des amendes lorsqu'elles stationnaient en dehors des zones qui leur étaient réservées alors que les particuliers ne recevaient pas de contraventions lorsqu'ils se garaient dans les zones réservées aux diplomates.

61. Répondant aux questions soulevées par le représentant de la Fédération de Russie, le représentant des États-Unis a suggéré que la mission russe prenne des photos des voitures de police stationnées dans la zone diplomatique et les envoient avec une note d'accompagnement à la mission du pays hôte afin que celle-ci puisse soulever la question auprès des autorités municipales concernées. Il a suggéré que les questions relatives au stationnement, qui étaient une source de préoccupation pour certaines missions, soient examinées lors d'une réunion avec le chef de la police de la ville de New York, réunion dont la possibilité avait été évoquée à la précédente séance par la Commissaire de la ville de New York pour les Nations Unies et le corps consulaire.

#### E. Questions diverses

62. À la 174e séance, le 14 février 1996, le Président a annoncé que, conformément à la demande de la Mission cubaine, le document A/AC.154/284 du 10 novembre 1995, relatif à une question qui avait été examinée à la 172e séance, le 22 novembre 1995, avait été distribué comme document officiel du Comité.

63. Le Président a également porté à l'attention du Comité la recommandation du Bureau tendant à ce que le Comité sollicite un entretien avec le maire de New York afin d'examiner l'ensemble des questions concernant les relations entre la communauté diplomatique des Nations Unies et la ville. Le représentant du pays hôte a appuyé cette recommandation. Le Comité a décidé de demander à rencontrer le maire de New York, M. Rudolf Giuliani. Le 22 février 1996, le Président du Comité a adressé une lettre au représentant des États-Unis au Comité, M. Victor Marrero, dans laquelle il demandait à ce dernier d'intervenir auprès des autorités compétentes de la ville pour que cette réunion puisse avoir lieu le plus tôt possible. Dans une lettre distincte datée du même jour, le Président a également sollicité à cette fin le concours de la Commissaire de la ville de New York pour les Nations Unies et le corps consulaire.

64. À la 177e séance, le 3 octobre 1996, le Président a informé le Comité que la mission du pays hôte avait fait le nécessaire pour organiser cette rencontre. Il avait été informé que l'occasion lui serait donnée de rencontrer le maire, le 21 octobre 1996, avant le début de la réception que celui-ci devait donner à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Comité. À cette occasion, le Président avait l'intention de mettre le maire au courant des questions intéressant l'ensemble de la communauté diplomatique et d'inviter ce dernier ainsi que ses assistants à prendre la parole au Comité afin d'examiner les problèmes, comme l'avait fait son prédécesseur, l'ancien maire de la ville de New York, M. David Dinkins, le 31 janvier 1990.

#### IV. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

65. À sa 179e séance, le 22 novembre 1996, le Comité a approuvé les recommandations et conclusions suivantes :

a) Le Comité se réjouit de la participation des Membres de l'Organisation des Nations Unies et de représentants du Secrétariat à ses activités et est persuadé que ses importants travaux ont gagné à être réalisés avec la coopération de toutes les parties intéressées;

b) Considérant que l'Organisation des Nations Unies et tous les États Membres ont intérêt à ce que les délégations et les missions accréditées auprès de l'ONU travaillent dans de bonnes conditions, le Comité sait gré au pays hôte de ses efforts en ce sens et est convaincu que tous les problèmes soulevés au cours de ses délibérations seront dûment réglés dans un esprit de coopération et conformément au droit international;

c) Considérant qu'il est indispensable, pour le bon fonctionnement des missions accréditées auprès de l'ONU, d'assurer leur sécurité et la sûreté de leur personnel, le Comité sait gré au pays hôte de ce qu'il fait en ce sens et compte que ce dernier continuera de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher toute entrave au fonctionnement des missions;

d) En ce qui concerne la réglementation en matière de déplacements que le pays hôte applique au personnel de certaines missions et aux fonctionnaires du Secrétariat ayant certaines nationalités, le Comité constate qu'aucune restriction visant des États Membres n'a été levée en 1996 et continue de prier instamment le pays hôte de lever dès que possible les restrictions qui subsistent; à ce sujet, le Comité prend aussi acte des positions respectives des États Membres visés, du Secrétaire général et du pays hôte;

e) Le Comité souligne l'importance des efforts de son groupe de travail concernant les problèmes créés par l'exigibilité des créances, problèmes qui nuisent à l'image de l'Organisation des Nations Unies et de ses Membres à New York et ont empêché certaines missions et certains diplomates d'obtenir certains services et de se loger convenablement. Il note que ces problèmes se sont également posés dans d'autres villes-sièges et qu'il faut donc y remédier à l'échelle du système. Il recommande aussi aux missions permanentes, à leur personnel et au personnel du Secrétariat d'appliquer les recommandations adoptées et, en particulier, d'honorer promptement en totalité leurs obligations financières. Le Comité a soigneusement pris note des préoccupations exprimées par le pays hôte et d'autres parties concernant ces problèmes et recommande à son groupe de travail de poursuivre ses efforts, en coopération avec toutes les parties intéressées, en vue de suivre l'évolution de la situation et de trouver des solutions;

f) Le Comité demande au pays hôte de revoir les mesures et dispositions relatives au stationnement des véhicules diplomatiques, afin de résoudre le problème du stationnement et de satisfaire aux besoins grandissants de la communauté diplomatique à cet égard, et de le consulter à ce sujet;

g) Le Comité note avec satisfaction que le pays hôte a pris certaines mesures pour accélérer les formalités de police et de douane applicables au personnel diplomatique arrivant à New York et lui demande instamment de

continuer à les améliorer et à veiller activement à leur bonne application, dans le respect des accords en vigueur;

h) Le Comité a bien pris note des problèmes soulevés par l'exonération fiscale, particulièrement en dehors de New York et il prie le pays hôte de prendre des mesures pour que le personnel diplomatique soit exonéré de la taxe de vente dans tous les États-Unis;

i) Le Comité remercie la Section de la Mission des États-Unis auprès de l'ONU et les organismes locaux qui l'aident à répondre aux besoins de la communauté diplomatique et à défendre ses intérêts, à lui assurer des services d'accueil et à favoriser la compréhension entre cette communauté et la population new-yorkaise.

#### Notes

<sup>1</sup> La composition du Comité et de son bureau est indiquée en détail dans le Supplément No 26 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session (A/50/26), par. 3 et 4.

<sup>2</sup> Voir *ibid.*, par. 5.

## ANNEXE

### Liste des documents

A/AC.154/284	Lettre datée du 10 novembre 1995, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/285	Lettre datée du 27 février 1996, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/286	Lettre datée du 27 février 1996, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/287	Lettre datée du 1er mars 1996, adressée au Président du Comité par le représentant des États-Unis d'Amérique au Comité des relations avec le pays hôte
A/AC.154/288	Lettre datée du 4 mars 1996, adressée au Président du Comité par le représentant des États-Unis d'Amérique au Comité des relations avec le pays hôte
A/AC.154/289	Lettre datée du 8 mai 1996, adressée au président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/290	Lettre datée du 10 juin 1996, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/INF/1	Lettre datée du 24 juin 1996, adressée aux missions permanente des États Membres et des États ayant le statut d'observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Président du Comité des relations avec le pays hôte
A/AC.154/291	Lettre datée du 19 août 1996, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/292	Lettre datée du 29 août 1996, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies
A/AC.154/293	Lettre datée du 13 septembre 1996, adressée au Président du Comité par le représentant des États-Unis d'Amérique au Comité des relations avec le pays hôte
A/AC.154/294	Lettre datée du 5 septembre 1996, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

- A/AC.154/295      Lettre datée du 17 septembre 1996, adressée au Président du Comité par le représentant des États-Unis d'Amérique au Comité des relations avec le pays hôte.
- A/AC.154/296      Lettre datée du 27 septembre 1996, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies
- A/AC.154/297      Lettre datée du 8 octobre 1996, adressée au Président du Comité par le représentant des États-Unis d'Amérique au Comité des relations avec le pays hôte
- A/AC.154/298      Lettre datée du 8 octobre 1996, adressée au Président du Comité par le représentant des États-Unis d'Amérique au Comité des relations avec le pays hôte.
- A/AC.154/299      Lettre datée du 12 novembre 1996, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par le Représentant permanent de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies